

«Nous devons absolument retrouver cette capacité de réfléchir à moyen et à long terme»

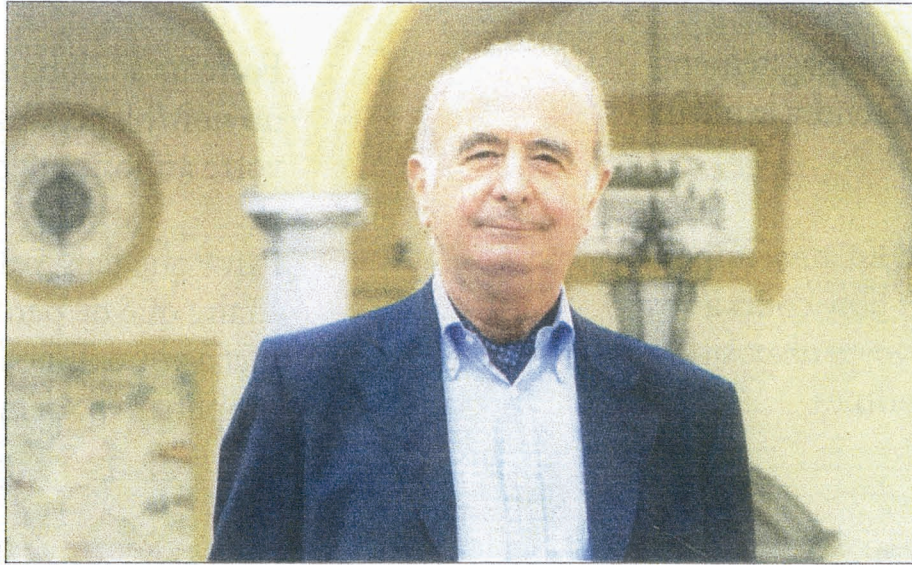
CRISE

Pour l'économiste Roberto Ruozi, il faut repenser notre culture économique au risque de vite retomber dans une nouvelle période de tensions.

Au-delà de cette crise, il veut croire en l'homme et en la raison. Economiste, notamment ancien président du groupe financier italien Mediolanum, Roberto Ruozi n'épargne pas son mépris pour qui a bafoué les règles élémentaires de l'économie ces dernières années, mais il reste un défenseur du libre marché. Entretien avec celui qui ouvrira le programme «Art et culture d'entreprise 2009-2010» organisée par l'Institut suisse de brainworking*.

- Vous parlez de racines culturelles et techniques de la crise, peuvent-elles être distinguées?

- Ce qui a été fait dans cette crise était volontaire. Les erreurs techniques ont été l'instrument d'une certaine volonté. En finance, rien n'est bon ou mauvais, tout dépend de l'usage que l'on en fait. La technique est ainsi neutre et le restera. Le débat n'est donc pas technique mais comportemental.



Roberto Ruozi, économiste, donnera une conférence mardi à Lausanne

- Qu'entendez-vous donc par racines culturelles de la crise?

- Cette crise a révélé une crise de la culture économique. Les théories économiques n'ont pas su évoluer, s'adapter à un monde qui n'était plus celui dans lequel elles ont été construites. Par ailleurs, un petit groupe de personnes a détruit avec une nouvelle culture managériale celle qui prévalait depuis longtemps. Ces dernières années, l'optique des résultats s'est raccourcie et l'appétit des managers s'est amplifié de manière démesurée. S'il n'y a pas de retour à une culture

un peu «vieillotte», nous pourrions certes sortir de cette crise mais fatalement vite retomber dans la suivante.

- Etes-vous optimiste quant aux possibilités de changement?

Oui. En premier lieu car je crois que nous ne pourrions pas revenir en arrière dans certains domaines. Notamment en matière de fonctionnement des banques. Je crois aussi que l'attitude des consommateurs change. La peur, le chômage, etc., les rend plus attentifs aux prix, à l'échelle des priorités. Et si la société est plus attentive, peut-être que les diri-

geants des firmes qui vivent dans cette société le seront aussi. Mais le mouvement frémit à peine. Je suis optimiste car je crois fondamentalement que la raison triomphera. Je me rends compte que ce n'est pas très cartésien, scientifique...

- Vous ne croyez en revanche pas en l'Etat «restructurateur»...

- Je reste en effet convaincu que le libre marché reste une meilleure solution qu'un marché fortement dirigé par l'Etat. J'ai compris que le marché pouvait commettre de grosses erreurs et qu'elles ne sont pas corrigibles par les seules forces de ce même marché. Ainsi l'intervention de l'Etat dans cette crise s'est avérée indispensable. Je souhaite toutefois qu'elle soit redimensionnée au plus vite. Et pour que le marché comprenne, soit régulé de manière à éviter de revivre ce que nous venons de traverser, nous devons d'abord absolument retrouver cette capacité de réfléchir à moyen et à long terme.

ANNE GAUDARD

* A Genève, lundi 17 h 30, Société de lecture. A Lausanne, mardi 17 h 30, aula des Cèdres.
www.brainworking.ch